



LA REVUE CANADIENNE

MONTREAL, 29 AVRIL 1848.

L'UNION ET LA NATIONALITE.

En vérité, l'Avenir fait injure au bon sens et à la raison publique, en persistant à marcher dans la fausse voie ou ses écrivains et correspondants l'ont si imprudemment fourvoyé. Mais avec toute leur ardeur et leur empressement ces jeunes et fougueux apôtres de notre nationalité n'ont pas loin dans cette voie, car l'opinion publique en a déjà fait justice. Partout des murmures impropres et des paroles de blâme accueillent le nouveau programme des mécontents. En vain dans la feuille de samedi dernier s'efforcent-ils de défendre leur position, de protester de leur dévouement à la cause et au parti libéral et de la sincérité de leurs intentions. Les gens lèvent les épaules. A travers une argumentation toute spécieuse, des sophismes habilement cachés sous de pompeuses déclamations, des prétentions exagérées, le public a bientôt découvert l'absence complète de raison de leur cause et l'absurdité de leurs principes.

Les écrivains de l'Avenir se félicitent d'avoir soulevé cette discussion sur l'union et la nationalité. Nous la regrettons, nous la déplorons comme inopportune, intempestive, inutile, incapable de produire aucuns bons résultats et propre tout au plus à jeter de la défiance et de l'inquiétude dans les esprits. Que nos jeunes confrères n'aillent pas s'imaginer cependant que nous la craignons. Pas le moins du monde. Jamais nous n'hésiterons devant un devoir à remplir, si pénible que puisse être ce devoir quelquefois. Notre devoir aujourd'hui est le même qu'il était il y a un an. Nous le remplirons consciencieusement. Nous servirons toujours la cause libérale, celle de la majorité de nos compatriotes avec le même courage le même dévouement, avec nos humbles efforts comme par le passé, envers et contre tout. C'est pourquoi nous combattons aujourd'hui les doctrines hors de saison de l'Avenir. Nous ne nous fatiguons pas à lui supposer des motifs et des liaisons qu'il n'a pas. Ses motifs percent à chaque ligne de ses écrits. Quant à ses liaisons, nous en savons assez là-dessus.

Les écrivains de l'Avenir se plaignent de notre manque de franchise à leur égard. Nous repoussons l'accusation. C'est eux qui manquent de franchise envers nous, en nous faisant admirer et chérir l'Union, comme si elle eût été une mesure sage, juste, équitable, accordée aux vœux et aux désirs du peuple du Bas-Canada et non une mesure inique, injuste, spoliatrice qu'on lui a imposée contre son gré et sa volonté dans des temps malheureux. Ou donc l'Avenir n'a-t-il pris cet admiration et cet amour sans bornes pour l'union qu'il nous attribue? Est-ce dans les protestations énergiques et répétées que nous avons fait entendre depuis trois ans contre ses iniquités, quand l'Avenir n'était pas né? Est-ce en joignant notre faible voix à celle du parti libéral, en combattant dans ses rangs, quand il résistait aux envahissements de nos droits politiques par cette union même, que nous avons prouvé que nous l'aimions? Non, MM. de l'Avenir, ce n'est ni franc ni honnête de votre part de dire que nous regardons l'union comme une mesure de salut. Nous avons dit que l'union avait été passée pour nous perdre et que l'union nous a sauvés. Quand nous disons que l'union nous a sauvés, vous savez fort bien que nous voulons dire que contre les calculs et les espérances de ceux qui nous l'imposèrent, cette union nous a vus prendre sous son régime une position politique plus importante plus élevée, plus avantageuse qu'aucune de celles que nous avons occupée auparavant. En effet, avant l'union, n'en déplaise à tous les grands admirateurs de l'ancien régime, nous étions impuissants pour nous protéger et faire le bien de nos nationaux. Notre ancienne chambre d'assemblée n'était après tout qu'une espèce d'Institut Canadien où on pouvait tenir registre des mauvais procédés du gouvernement métropolitain à notre égard, mais où tous se bornaient à des débats sans résultats pratiques, à la confection de lois d'un intérêt secondaire et nullement propres à protéger et avancer nos intérêts nationaux. Alors par cela même que nous voulions demeurer un peuple à part, nous étions en tout traités comme une race inférieure. De là cet insolent reproche qu'on nous jetait à la face lorsque nous nous plaignions: Pourquoi Diable, êtes vous Français? On ne nous dit plus cela aujourd'hui avec l'union, qui fut passée dans la vue de nous noyer. Mais, tout le monde est d'accord que cette mesure fut dirigée contre nos intérêts nationaux. Cependant, le triomphe des idées libérales a complètement déjoué les vœux et les espérances de ses auteurs. D'une mesure arbitraire inique et d'oppression nous avons fait un moyen de régénération politique. Aujourd'hui nous avons en main l'administration de nos affaires, nous avons le plein exercice de tous nos droits politiques, nous sommes les maîtres; que pouvons nous demander de plus? Quand l'Avenir prend un ton agressif contre des hommes en qui le pays à pleine confiance dont la sincérité et la capacité ne saurait être suspectes, quand il traite en adversaires ceux qu'il devrait appuyer, il ne doit pas s'étonner que nous lui demandions un compte sévère de

sa conduite. Il n'y a pas d'alternative dans le moment actuel. Il faut marcher avec ou contre le gouvernement. Si vous persistez à vouloir agiter la question du rappel de l'union, vous voulez amener la chute de l'administration. Vous travaillez à rappeler les tories au pouvoir. Répondez nous donc franchement et sans subtilités. N'iez vous au ministère actuel le pouvoir et les moyens de faire passer les lois propres à faire le bien être de tous et à rendre justice à toutes les parties de la Province-Union, à chaque section suivant ses besoins et ses désirs exprimés par ses représentants? Lui croyez-vous l'honnêteté et la volonté d'user du pouvoir pour l'avantage commun? Répondez-nous catégoriquement. Dites-nous vous qui êtes si pleins de droiture et de franchise, si vous croyez que le parlement actuel a ou n'a pas le pouvoir de passer toutes les lois qu'il croira utiles à l'une ou à l'autre section de la province. Dites-nous si ses membres comme ceux d'entr'eux qui composent le ministère actuel sont ou ne sont pas disposés à faire fonctionner l'acte d'Union. Quoi! vous voyez tous les mandataires du peuple unis comme un seul homme pour donner un fair trial à l'Union et au gouvernement responsable, vous les voyez unanimement adopter une certaine ligne de conduite, et vous n'êtes pas content de l'harmonie, qui régnait dans leurs rangs? Vous prétendez parler au nom de l'intérêt général du Bas-Canada et vous voulez soulever une question que le pays par ses représentants ne veut pas agiter maintenant! Mais à vous voir condamner ainsi la marche qu'ils ont cru devoir adopter, on vous croirait des Nestors politiques et pourtant vous convenez vous-même que ce n'est que d'hier que vous vous en mêlez! Avez donc que vos prétentions sont pour le moins exagérées et téméraires pour ne pas dire ridicules. Vous vous prétendez donc plus habiles, plus patriotes, plus attachés à notre nationalité, à nos institutions, à nos intérêts que ceux que le peuple a choisis il n'y a pas 3 mois, pour la sauvegarde de ces mêmes intérêts! Mais si vous aviez raison, le peuple aurait en tort de choisir des hommes pareils; il faudrait de suite lui conseiller de retirer leur mandat puisqu'ils dorment quand la patrie est en danger. Vous venez, dites-vous, au nom de l'intérêt général, mais êtes-vous sages, vous, jeunes gens sans expérience, nés d'hier, de travailler contre l'avis et la détermination de ceux qui ont mandat du peuple de faire ses affaires, avec connaissance de cause puisqu'ils représentent les opinions et les vœux de leurs commettants? Répondez-nous donc là-dessus? Ils n'ont pas jugé à propos et prudent de soulever cette question du rappel de l'Union, par la raison bien simple, sans doute, que nous ne pouvons espérer plus pour le moment et qu'il serait toujours temps de le faire quand nous cesserions de gouverner et c'est à la sortie d'une session où une pareille ligne de conduite a été adoptée que vous lancez dans le public un programme tout opposé au leur et à la marche qu'ils ont en vue de suivre, et en même temps vous vous prétendez leurs partisans, vous dites vouloir les soutenir!

Convenez-donc au moins que vous n'entendez pas suivre la même marche qu'eux, puisque vous prêchez des moyens d'action tout opposés aux leurs. Ils ne voient pas que notre nationalité soit en danger, vous pensez le contraire et vous jetez des cris d'alarme et de détresse. Vous voulez faire prendre à un pays calme et satisfait des attitudes de Pologne mutilée et d'Irlande saignante. Vous voulez nous abimer dans des craintes vaines et inutiles. Vous voulez de l'agitation, vous la prêchez quand ils ne la veulent pas. Dites-nous alors avec franchise, si nous vous avons bien compris. Vous êtes donc tout à fait en antagonisme avec eux? Vous voulez de plus que vos doctrines, vos notions politiques triomphent à l'encontre des leurs, puisque vous les publiez et les propagez. Alors ne dites donc pas que vous soutenez un ministère libéral, car on ne vous croira pas. Vous nous rappelez un certain personnage qui il y a quelques jours se présentait comme candidat à une élection en opposition à un membre de l'administration ayant besoin d'un siège en chambre, et qui se prétendait lui aussi partisan de cette administration! Le peuple s'est moqué de lui. Le même sort vous attend, si vous continuez.

MM. les écrivains de l'Avenir, ne soyez pas surpris encore une fois que nous doutions de la sincérité de vos motifs, car malgré toutes vos belles paroles et vos ardentés protestations vous paraissez bien moins soucieux de faire respecter nos institutions que d'assurer la domination de vos idées. Ne vous condamnez pas à n'être qu'une faible minorité au milieu de votre pays qui a besoin de l'union et de toute l'énergie de ses enfants. Ne nous forcez pas à avoir de votre patriotisme, de votre dévouement à notre nationalité la même opinion que se créent pour eux-mêmes, MM. D. B. Viger et D. B. Papineau, lorsqu'ils veulent se séparer de nous. Comme vous ils protestent de leur attachement sincère à la cause libérale et réclament l'indépendance de leurs opinions. Mais ils veulent l'exercer à l'encontre de leurs compatriotes. On a toujours tort contre son pays. Ils n'étaient pas libres de s'isoler et de marcher seuls. Vous ne l'êtes pas plus qu'eux. Ils faisaient sonner bien haut leur dévouement à nos intérêts nationaux et ils n'en votèrent pas moins contre nos indemnités, l'élection d'un canadien-français comme orateur (M. Papineau vota seule sur cette question avec M. De Bleury, M. Viger n'avait pas alors de siège en chambre) pour le pillage des biens des Jésuites et combien d'autres mesures aussi hostiles à nos intérêts. Et pourtant ces deux hommes prétendaient toujours vouloir nous sauver du naufrage.

Vous, MM. de l'Avenir, vous dites que vous parlez au nom de nos institutions envahies par des institutions étrangères, au nom de notre lar-

gue rendue nulle en politique, au nom de nos lois et de nos mœurs, au nom de notre nationalité nullifiée. Alors au lieu de faire de la division comme MM. Viger et Papineau en 1843, ralliez-vous aux représentants du peuple pour défendre nos institutions, nos lois, nos mœurs, notre nationalité. Ne sommes nous pas en position, n'avons nous pas les moyens de nous protéger mieux qu'avant l'union? Croyez-vous que le Parlement actuel ne nous fera pas obtenir l'usage de notre langue dans son sein? (D'ailleurs on s'attend tous les jours à la passage d'une loi impériale pour la réhabiliter pleinement). Quant à nos autres intérêts nationaux, votre politique à outrance, au lieu de nous permettre de les protéger, ne produirait que l'isolement, la faiblesse, l'impuissance. Ne prétendez donc pas que nous disons que notre nationalité ne peut être pronée et qu'elle doit être comprimée. Jamais nous n'avons dit cela. Nous vous prouvons le contraire, en voulant qu'elle garde la haute position qu'elle occupe aujourd'hui. C'est vous qui pouvez faire tort à nos intérêts nationaux avec toutes vos paroles vaines, trompeuses, propres à égarer le peuple. Vous dites que tous les jours vous êtes insultés comme canadiens-français, que la nationalité est nullifiée, etc. C'est faux. Est-ce quand nous avons un premier ministre de la couronne, des orateurs des deux chambres, des juges en chef et autres hauts employés publics de notre origine que notre nationalité est nullifiée, jetée sur un pied d'infériorité? Ne mentez vous pas effrontément en présence de ces faits? Vous persistez à dire que la nationalité a été depuis l'union étouffée, comprimée par l'intérêt public, que jamais elle n'a été considérée comme un lien politique ou social. Mais qu'est-ce donc que cette longue et glorieuse lutte qu'on fait nos chefs depuis l'union pour nous faire obtenir notre part de droits politiques? N'était-ce pas pour notre nationalité qu'ils combattaient? N'étaient-ils pas liés entr'eux par des intérêts communs et ces intérêts étaient-ils autres que nos intérêts nationaux? N'était-ce pas là un lien politique et social? Est-ce parce que nous avons fait des alliances politiques avec des hommes d'autres origines que vous venez nous accuser de vouloir comprimer la nationalité. Mais, maladroits flatteurs des préjugés et des passions populaires, ne voyez-vous pas que ces alliances l'ont faite plus forte, plus grande et plus puissante? Vous osez dire encore que la nationalité n'a pas donné signe de vie depuis l'union. Mais vraiment, nous pourrions vous dire en vous prodigant

Comment l'auriez vous su, si vous n'étiez pas né. Vous nous faites l'effet de gens arrivant de loin, de bien loin, après que vos compatriotes ont passé à travers des jours longs et difficiles des luttes et des combats sans nombre, qui sans connaître ce qui a eu lieu, sans tenir compte des temps, des circonstances, de rien, ni des sacrifices, ni des services de ceux qui ont combattu, sans regarder aux succès et aux résultats obtenus, voulez condamner injustement le passé, les combats et jusqu'aux victoires parce que vous n'êtes pas présent; vous voulez démolir l'édifice, le temple érigé à notre nationalité parce qu'il a été élevé par d'autres mains que les vôtres. Enfin vous nous faites l'effet de gens qui condamnez l'ordre de choses actuel, parce que vous n'en faites pas partie.

L'Avenir nous demande de lui indiquer des actes où la nationalité a donné signe de vie. En voici entre mille: La réclamation de nos ministres actuels en 1842 pour la réhabilitation de notre langue en parlement. Une dépêche fut adressée à ce sujet par sir Charles Bagot au ministre colonial qui devait présenter une loi au parlement impérial pour amender cette clause de l'acte d'Union. Si nos chefs fussent demeurés au pouvoir alors, l'acte en question n'aurait pas été négligé et retardé jusqu'à ce jour. Demandez à MM. Viger et Papineau ce qu'il est devenu durant leur administration de triste mémoire. La nationalité a donné signe de vie, toutes les fois que les représentants Canadiens-Français ont protesté en chambre et hors de la chambre contre les iniquités de l'union; quand ils ont voulu porter l'hon. M. Morin au fauteuil de l'orateur et que M. Papineau et M. De Bleury ont fourni deux voix de majorité contre la proposition; quand ils ont voulu empêcher le pillage des biens des Jésuites et que la proposition a été emportée par les deux voix de M.M. Viger et Papineau, quand ils ont demandé l'usage de la langue française, le respect de nos lois et de nos institutions. La nationalité a donné signe de vie d'assez bonne heure après l'Union pour avoir grandi depuis et accru ses forces et sa puissance jusqu'à prendre les rênes du gouvernement. Le libéralisme (qui d'après vos absurdes doctrines l'a noyée) n'a été qu'un moyen d'influence pour avancer nos intérêts nationaux. Au lieu d'être noyée dans le libéralisme la nationalité s'est retrempee à son contact. Jamais, comme nous vous l'avons surabondamment prouvé, en formant une alliance avec les libéraux du Haut-Canada nous nous sommes dépourillés de nos idées nationales, nous en avons fait abstraction. Si par l'union le Haut-Canada absorba le Bas, ne savez-vous pas à qui en grande partie la faute? Si depuis 1843 nous avons été volés, pillés, insultés impunément, n'est-ce pas à MM. Viger et Papineau que nous en sommes redevables. Sans leur défection et leur concours, lord Metcalfe aurait-il persisté dans ses prétentions inconstitutionnelles, condamnées par les hommes d'état anglais eux-mêmes? Sans eux n'eut-il pas rappelés ses ministres et continué le régime régénérateur inauguré par l'honnête et vertueux sir Chs. Bagot? Pour maintenir la paix entre des éléments hétérogènes et pour tirer avantage de la position, il nous fallait, dites-vous, le silence de la nationalité. Pas du tout. Mais il fallait éviter seulement d'en faire une vaine clameur, un défi aux autres populations. Il fallait simplement se conduire avec prudence et discrétion, soutenir nos droits avec fermeté et dignité, comme firent nos mi-

nistres actuels, sous sir Charles Bagot et depuis dans l'opposition. Le système politique qui aurait comprimé, étouffé, selon vous, la nationalité, au nom de l'intérêt public, c'est l'Union. Non ce n'est pas l'Union. C'est le système politique soutenu par M.M. Viger et Papineau, qui voulaient ôbémé vous avoir raison contre tout le monde et qui pendant quatre ans nous ont livrés pieds et poings liés aux tories du Haut et du Bas-Canada.

M.M. les écrivains de l'Avenir nous devons vous le dire, nous regardons toutes vos déclamations sur la nationalité et le libéralisme comme du galimatias pompeux plus propre à séduire et égayer les ignorants qu'à les éclairer. Toutes vos vaines paroles là dessus ne pourront cependant tromper le sens droit de nos populations, qui savent bien que nos chefs actuels n'ont jamais fait faire, comprimé ni étouffé la nationalité et qui ne voudront jamais croire que la nationalité a été noyée dans le libéralisme, quand ils voyent le contraire.

Admirés donc, lecteurs, la logique de l'Avenir, son dévouement, sa consistance; il vous dit dans une ligne qu'il veut simplement donner l'histoire de l'acte d'Union, mais il ajoute dans une autre qu'il conseillera au peuple d'en demander le rappel. Il n'y a rien là d'ajouté le jeune et fougueux journal qui puisse troubler l'harmonie, la paix de parti auquel nous avons toujours appartenu. Nous ne voulons pas jeter de la division parmi nous. La Revue ne doit pas nous maudire parce que nous examinons le degré de vitalité de la nationalité sous le régime de l'Union.

Notre serions bien fâchés de manire, de vouer à l'exécration publique où à l'ostracisme aucun de nos compatriotes. Nous ne prétendons pas non plus disputer la liberté des opinions, mais avec des idées là dessus aussi larges que qui que ce soit, nous avons comme organes d'un parti un devoir à remplir. Quand nous rencontrons dans le domaine de la discussion des idées et des opinions que nous croyons hostiles à ce parti, dangereuses pour ses intérêts; nous n'hésitons pas à les dénoncer. Nous faisons ainsi des doctrines de l'Avenir qui se prétend déjà assuré du succès contre nous. L'Aurore des Canadas a toujours été certain aussi d'avoir raison. M. Viger nous dit encore tous les jours que nous n'avons pas répondu à ses arguments, à ses faits, à ses preuves.

Eclairer l'opinion publique dites vous encore ne fut jamais un mal. Donc on peut tout dire sous ce prétexte. Ceux qui de tout temps ont jeté dans le public des écrits pernicieux, mauvais dans leur teneur ou leurs tendances, inopportuns, dangereux ou anarchistes, ne se sont-ils pas annoncés comme venant au nom de l'intérêt général, n'ont-ils pas dit vouloir éclairer l'esprit public, ne se sont-ils enfin retranchés derrière de longues phrases obscures et entortillées, n'ont-ils pas pris des airs de prophètes ou d'inspirés pour fausser l'opinion publique, et faire prévaloir leur opinions. Heureusement que le peuple se trompe rarement sur la valeur des idées qu'on lui propose. Demandez plutôt à MM. Viger et Papineau ce qu'il en pensent. Ils vous en diront des nouvelles.

Nous prouvons à l'Avenir que dans le moment actuel, quoiqu'il en dise, le pays est satisfait et qu'il a raison de l'être, nous lui prouvons que le bien est certain, que notre nationalité, nos intérêts sont sauvegardés et protégés qu'il y a un remède à nos maux entre les mains de nos représentants. Nous lui prouvons de plus que la chambre, le ministère, le pays ne veulent pas agiter maintenant le rappel de l'union et sont d'accord à suivre une certaine ligne de conduite et nous aurions tort de dire à ceux qui veulent faire de l'agitation intempestive contre le ven général et suivre une voie différente, nous aurions tort de leur dire de se faire. Mais l'Avenir convient que le travail des hommes au pouvoir dont il admire quelque part (contradictio contradictio) la conduite, la persévérance, le courage depuis l'union, est encore nécessaire et qu'il veut les soutenir! c'est bien le cas de dire: Mon Dieu! Préservez nous de nos amis, nous prendrons soin de nos ennemis!

Nos jeunes et ardents confrères ne veulent pas se taire. Ils ont raison et tout le monde a tort. Faut-il nous disant-ils de l'air le plus naïf et le plus ingenu, faut-il qu'en présence d'un bien être précaire, une société se cramponne au statu quo?

Nous nous attendions guère à voir le statu quo en cette affaire. Passer d'un état d'arbitraire et de mauvais gouvernement à la jouissance de tous les droits politiques, arriver au pouvoir, l'exercer souverainement dans l'intérêt de ses compatriotes, s'assurer des gages pour l'avenir, est-ce donc là se cramponner au statu quo? vous vous moquez des gens, MM. de l'Avenir.

Oui, nous le répétons, nous sommes bien. Soyons satisfait pour le moment. Le mieux viendra plus tard. Gardons nous aujourd'hui des projets enfants de l'irréflexion ou de la maladresse. Qu'aucune ambition inquiète ou jalouse, qu'aucun zèle imprudent ne compromette la cause de notre cher pays, qui a été si longtemps tourmenté par les discordes et les troubles politiques. Oh! vous avez quelque chose de mieux à faire MM. de l'Avenir que de servir d'instruments, pour diviser vos compatriotes, quand l'union entre nous est si nécessaire pour consolider l'édifice érigé au prix de tant de sacrifices et de combats. Encore une fois nous ne voulons pas imposer silence aux opinions individuelles, mais nous voulons la paix, car on travaille, la paix est une mesure de salut.

Vous prétendez que nos ministres font un nouveau travail des Danaïdes. Le pays et la chambre prétendent le contraire. Attendez donc un peu pour voir les résultats. Prouvez vous nous citer un seul acte sous la nouvelle administration qui puisse vous faire croire qu'on empêchera le fonctionnement du principe de la responsabilité au peuple et par là même que les

droits de tous ne seront pas protégés? Vous ne le pouvez pas; alors attendez donc. La paix est nécessaire et l'union fait la force. Le progrès et le mouvement ne vous sont pas interdits. Pouce nez les et agitez, les dans nos intérêts mais un pas contre. N'allez pas sous prétexte d'arriver au mieux, laisser là le bien actuel et vous laisser entraîner à des théories qui trompent souvent et ne sont plus vraies qu'elles sont abordées dans la pratique. D'après votre système, on irait vite en besogne. Le rappel de l'union ne serait qu'un pas dans la voie. La république viendrait ensuite, et pour aller de mieux en mieux ce n'est pas la république américaine qui vous conviendrait, mais celle de Platon, ou bien quelque autre utopie plus parfaite encore.

L'Avenir demande: Pourquoi donc la Revue veut-elle nous faire condamner tout jusqu'au dévouement de ceux qui ont bien voulu entreprendre de parer tous les inconvénients de l'union? Nous ne voulons pas cela, mais vous le faites tout de même, quand vous dites que ce dévouement a été mal dirigé, mal employé, qu'on aurait dû aller à la racine du mal. C'est bien facile à dire, mais auriez vous mieux fait vous-même à leur place? Quant à vous faire abjurer religion, patrie, nationalité, nous le voulons encore moins. Mais si vous prétendez avoir raison contre la majorité de vos compatriotes, nous vous disons que ces prétentions peuvent vous conduire loin, même à abjurer, comme MM. Viger et Papineau, votre religion, votre patrie, votre nationalité. Ces deux hommes, partis du même point que vous, poussés par la plus déplorable fatalité, n'ont-ils pas applaudi, que disons nous, n'ont-ils participé à toutes les infamies, à toutes les iniquités, à toutes les turpitudes des quatre dernières années contre nos intérêts les plus chers et les plus sacrés? et pourtant d'abord ils croyaient seulement que leur politique serait favorable au pays. Ils voulaient seulement faire prévaloir leurs opinions sur celles des autres hommes politiques qui formaient la majorité.

Nous ne suivrons pas l'Avenir à travers toutes ses dévergondages d'idées et d'opinions contre l'ordre de chose existant. Ce serait prolonger notre article indéfiniment. Qu'il nous suffise de lui dire pour aujourd'hui que nous n'admirons pas et ne chérissons pas l'union avec le Haut-Canada, les spoliations et les injustices qui en sont sorties. Mais après le résultat des dernières élections dans cette partie de la province et le glorieux triomphe des libéraux, nous devons dire que nous n'avons pas d'eux la mauvaise opinion qu'en a l'Avenir. Nous avons l'espoir au contraire que nos amis du Haut-Canada sont bien disposés à notre égard et déterminés de nous rendre justice. Nous voulons encore un fair trial du système. Dans tous les cas, dans l'état des choses, leur alliance nous est nécessaire, utile avantageuse, conservons-la dans l'intérêt commun. Peut-être encore grâce à elle et avec elle, nonobstant les mauvaises intentions que l'Avenir leur prête, pourrions nous réparer une grande partie des maux passés. Pourquoi pas essayer de le faire?

Quant aux cris d'alarme et de détresse que l'Avenir jette à propos de notre langue effacée, de nos lois mutilées, de nos institutions menacées nous les croirions sincères, si au lieu de vouloir soulever et faire naître des résistances et des embarras à l'administration, s'il se ralliait à elle pour l'aider à les protéger et les défendre. Mais nous ne croyons pas notre langue, nos institutions, et nos lois si périssables que l'Avenir le craint. Si nous sommes fidèles à ces institutions et unis entre nous, il n'y a rien à craindre, nonobstant l'union.

L'Avenir demande si la Revue aime assez l'union pour ne pas désirer son rappel avec le gouvernement responsable; le rappel de l'union avec le gouvernement responsable plairait fort à la Revue, si c'était au-sitôt fait que dit. Mais il pourrait arriver bien des éventualités en attendant. Le pays pourrait se voir souffrant et maltraité par la transition. Ce qui vous parait si certain à vous MM. de l'Avenir nous paraît incertain à nous, jugeant par l'expérience du passé et assez satisfaits de notre position actuelle pour ne vouloir pas courir de risques. Laissons faire le temps; ne précipitons pas les événements; augmentons nos forces, nos ressources, ça vaudra mieux que de nous agiter avant l'heure.

Nous ne répondons pas aux personnalités que l'Avenir nous adresse, au sujet des idées révolutionnaires que l'opinion publique prête aux gamins de Montréal. La chose est bien ridicule. Mais encore pourquoi M.M. les collaborateurs de l'Avenir ou quelques uns d'entr'eux ont-ils donné lieu à ces bruits absurdes? Ne se sont-ils pas réunis avec un petit nombre d'autres jeunes gens pour solliciter la jeunesse de Paris sur son courage héroïque et ses glorieuses victoires en février dernier, et cela encore au nom de la jeunesse de Montréal qui n'était pas présente à la petite réunion? Et d'ailleurs à voir l'Avenir appeler statu quo, l'état de choses actuel, n'a-t-on pas raison de croire que rien autre chose qu'une révolution politique et sociale ne les satisfait. Pour lors ce serait le mouvement, le progrès, on ne parlerait plus du tout du statu quo.

Les écrivains de l'Avenir ont senti leur côté faible en arrivant à la fin de leur article. Aussi comme ces naufragés, qui au moment suprême se regardent entr'eux pour voir qui on sacrifiera pour le salut des autres, se sont-ils regardés un peu entr'eux. On nous accuse dit un des collaborateurs opinants, d'être bien et dument des partisans de MM. Viger et Papineau. L'accusation est grave, écrasante, fatale. Si la chose est connue, nous sommes perdus. Nions, cela suffira. Nions répondirent-ils en chœur. La chose fut niée en effet, mais ne vous en déplaît pas MM. les collaborateurs de l'Avenir, cela ne suffit pas. Car voici ce que nous répliquons à votre dénégation. Le plus grand nombre, la majorité de ceux qui écrivent, des collaborateurs